

2007

MediTERRA

IDENTITÉ ET QUALITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES MÉDITERRANÉENS

Sous la direction de Bertrand Hervieu



CIHEAM



SCIENCES PO
LES PRESSES

*Medi***TERRA**

07

**CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES
PRESSES DE SCIENCES PO**

Extrait de la publication

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Mediterra 2007. Identité et qualité des produits alimentaires méditerranéens / sous la direction de Bertrand Hervieu – Paris: Presses de Sciences Po, 2007.

ISBN 978-2-7246-1027-7

RAMEAU:

- ↪ Aliments: Approvisionnement: Méditerranée (région)
- ↪ Risques alimentaires: Méditerranée (région)
- ↪ Produits laitiers: Industrie et commerce: Méditerranée (région)

DEWEY:

- ↪ 338.1: Économie de la production agricole (produits agricoles)
- ↪ 363.3: Protection de l'environnement – Problèmes sanitaires
- ↪ 630: Agriculture – Généralités

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

MediTERRA

IDENTITÉ ET QUALITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES MÉDITERRANÉENS

Sous la direction de Bertrand Hervieu



**CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES
PRESSES DE SCIENCES PO**

Extrait de la publication





CIHEAM

CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES

Président : Abdelaziz Mougou
Secrétaire général : Bertrand Hervieu

11, rue Newton - 75116 PARIS (FRANCE)
Tél. : +33 (01) 53 23 91 00 - Fax : +33 (01) 53 23 91 01/02
e-mail : secretariat@ciheam.org
<http://www.ciheam.org>

Le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize États membres du Bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie). Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement rural en Méditerranée.

IAM

INSTITUTS AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENS

IAM-Bari (ITALIE)

Directeur : **Cosimo Lacirignola**

Via Ceglie 9
70010 VALENZANO, Bari, Italie
Tél. : +39 (080) 4606 111
Fax : +39 (080) 4606 206
e-mail : masciale@iamb.it

IAM-Chania (GRÈCE)

Directeur : **Alkinoos Nikolaidis**

P.O. Box 85
73100 CHANIA, Crète, Grèce
Tél. : +30 (2821) 03 50 00
Fax : +30 (2821) 03 50 01
e-mail : alkinoos@maich.gr

IAM-Montpellier (FRANCE)

Directeur : **Vincent Dollé**

3191, route de Mende
34093 MONTPELLIER Cedex 5, France
Tél. : +33 (04) 67 04 60 00
Fax : +33 (04) 67 54 25 27
e-mail : sciuto@iamm.fr

IAM-Zaragoza (ESPAGNE)

Directeur : **Luis Esteruelas**

Apartado 202
50080 SARAGOSSE, Espagne
Tél. : +34 (976) 71 60 00
Fax : +34 (976) 71 60 01
e-mail : iamz@iamz.ciheam.org

Table DES MATIÈRES

PRÉFACE 13

LES CONTRIBUTEURS 15

ABRÉVIATIONS ET SIGLES 17

INTRODUCTION 23

1 LES FONDEMENTS
de la sécurité alimentaire qualitative 25

> CHAPITRE 1

**Risques et sûreté alimentaire dans un
contexte de mondialisation** 27
vers une approche politique et stratégique
par Jean-Louis Rastoin

- Risques et crises alimentaires 30
- Principe de précaution et dispositifs publics de protection 42
- Stratégies d'acteurs dans le système alimentaire 49
- Conclusion 64
- Annexes 67

> CHAPITRE 2

**Perception de la qualité et
comportement des consommateurs** 71
par Luis Miguel Albisu

- La qualité des produits alimentaires 71
- Les attributs physico-chimiques intrinsèques 74
- Les attributs extrinsèques 76
- La perception de la qualité au niveau du
conditionnement et de la présentation 78
- Système de distribution et qualité du produit alimentaire 79
- Image et perception de la qualité 82
- Les décisions d'achat des consommateurs 84
- Remarques et conclusions 88

> CHAPITRE 3

La sécurité sanitaire une exigence du marché 91

par Luis Miguel Albisu

- Un défi majeur 91
- Multiplication et médiatisation des crises sanitaires 93
- La perception des risques 95
- Décider en cas de crise 99
- La traçabilité 100
- Les organismes génétiquement modifiés 102
- Réglementations nationales et internationales 105
- Informer les consommateurs 106
- La compétitivité internationale, l'atout de la sécurité ? 107

> CHAPITRE 4

La qualité alimentaire en Europe 111

par Ana I. Sanjuan

- La politique européenne de la qualité alimentaire 111
- Les appellations et les indications d'origine protégée et les spécialités traditionnelles 118
- Les indications géographiques et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) 126
- La sensibilité des consommateurs aux indications géographiques 128
- L'alimentation biologique 130
- Conclusion 134
- Annexes 136

2 LA QUALITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES MÉDITERRANÉENS

le cas des produits laitiers et dérivés 143

> CHAPITRE 5

L'AOC Roquefort une filière emblématique 145

par Julien Frayssignes

- Du terroir au territoire : les principes fondateurs de l'AOC 145
- Les appellations d'origine face aux défis internationaux 149
- Les AOC Roquefort dans les dynamiques de développement territorial 157
- Forces et faiblesses d'une trajectoire de développement 180

> CHAPITRE 6**Les fromages AOP espagnols
un marché encore atomisé** **183***par Mercedes Sanchez*

- Tendances de la production et de la consommation de fromages espagnols **183**
- Importance sociale et économique des fromages espagnols d'appellation d'origine protégée **186**
- Qualité alimentaire perçue par les consommateurs : enjeux à venir pour les fromages AOP espagnols **194**
- Annexes **197**

> CHAPITRE 7**La qualité des produits agricoles et
alimentaires en Tunisie** **199**
la construction d'une stratégie*par Lokman Zaibet*

- D'importants changements **199**
- Politique nationale et législation en vigueur **199**
- Les programmes de promotion de la qualité **202**
- Certification et signes de qualité **205**
- Agriculture biologique et appellation / indication d'origine **208**
- Qualité et marché local **211**
- Perception de la qualité et comportement des consommateurs tunisiens **212**
- Perspectives de développement **214**
- Annexes **216**

3 QUALITÉ ET STRATÉGIE
des filières lait et produits laitiers **219****> CHAPITRE 8****La filière française** **221**
un marché majeur et mature*par Jean-Louis Maubois*

- Positionnement européen et mondial **221**
- Structure de la production laitière en France **221**
- Structure de la transformation **223**
- L'impact des préoccupations de santé et leurs conséquences sur la situation et l'évolution de la consommation **229**
- Conclusions **232**

> CHAPITRE 9**La filière lait et produits laitiers en Italie
politique de terroirs et européanisation 235***par Daniele Rama*

- Peut-on parler de politique laitière italienne ? 235
- La taille du marché et la chaîne de la valeur 239
- La production de lait en restructuration 240
- Une industrie de transformation bipolarisée 242
- La consommation et la distribution 249

> CHAPITRE 10**Restructuration de la filière laitière en Espagne
qualité et stratégies d'entreprise 255***par Samir Mili*

- Structure et politique de production laitière 255
- Consommation et distribution de lait
et de produits laitiers 265
- Qualité et traçabilité dans le système laitier espagnol 270
- Structure industrielle et stratégies d'entreprise 278
- Conclusion 287

> CHAPITRE 11**La filière lait et les produits laitiers au Maroc 289***par Akka Ait El Mekki*

- Aperçu sur la politique de production laitière au Maroc 290
- Évolution des consommations 291
- Législation et réglementation des
produits laitiers et dérivés 297
- Structure de l'industrie laitière 301
- Structure des circuits commerciaux des produits laitiers 305
- Conclusions et propositions d'actions 308

INDICATEURS SECTORIELS 311*Par Mahmoud Allaya et Gabrielle Rucheton*

- Introduction 313
- Populations et tendances démographiques 314
- La croissance démographique 316
- Population urbaine 318
- Population rurale 320

• Population active totale	322
• Population active agricole	324
• Produit intérieur brut (PIB)	326
• Consommations	328
• Les productions agricoles	330
• Solde des échanges	336
• Les surfaces cultivées	338
• Engrais, irrigation, rendements	340
• Les coefficients d'autosuffisance	342
• Repères	344

BIBLIOGRAPHIE	351
----------------------	-----

LISTE DES DOCUMENTS	369
----------------------------	-----

PRÉFACE



Le neuvième rapport annuel du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), *Mediterra 2007*, innove. Son édition *princeps* est désormais confiée à un éditeur spécialisé dans la publication des ouvrages de sciences politiques et sociales, les Presses de Sciences Po, qui en assure également la publication en anglais. Pour la quatrième année consécutive, cet annuel est également publié en arabe, au Caire, grâce à la diligence du professeur Mohamed Nawar, pour la seconde fois à Madrid, en espagnol, et pour la première fois à Bari, en italien.

Mediterra vise à devenir l'annuel de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural durable en Méditerranée. Il s'appuie sur un réseau de chercheurs et d'experts insérés dans les institutions universitaires du pourtour méditerranéen qui, au fil des programmes de recherche et de formation partagés en commun, élaborent analyses, confrontations et propositions.

Si la Méditerranée demeure incertaine dans ses contours et dans sa définition, il est bien un attribut qui contribue puissamment à la cerner : l'alimentation et par-delà le régime alimentaire. Ce facteur identitaire est envié, à tel point que les productions méditerranéennes sont l'objet d'expansion et même de délocalisation vers d'autres parties du monde, au climat et aux sols favorables à de telles productions.

La fragilité de ce marqueur identitaire étant avérée, assurer la sécurité des aliments produits dans le Bassin méditerranéen devient dès lors un impératif économique de premier plan.

L'objet de cet annuel est d'étudier la question de la sécurité alimentaire en Méditerranée en analysant les risques en ce domaine et les représentations des consommateurs, en précisant son rôle dans la construction du marché et, enfin, en présentant les politiques mises en œuvre en la matière.

Afin de ne pas s'en tenir aux présentations globales, le rapport s'attache à approfondir la connaissance de la place occupée par les produits laitiers et dérivés dans cet objectif de politique de sécurité des aliments. Des exemples d'organisation de la filière laitière dans quelques pays permettent de parachever ce tableau.

Comme les années précédentes, l'annuel publie les indicateurs de développement agricole des pays du pourtour méditerranéen.

Le CIHEAM tient à remercier à la fois les auteurs qui ont accepté avec enthousiasme de se mobiliser sur ces sujets ainsi que l'équipe des éditeurs des Presses de Sciences Po qui a mis son savoir-faire et ses compétences au service de ce projet éditorial.

Nos remerciements vont à Mahmoud Allaya qui a bien voulu assurer le travail de conception et le suivi de ce rapport.

Mediterra 2007 sera accessible en 2008 sur les sites Internet du CIHEAM et de l'Observatoire méditerranéen :

- <http://www.ciheam.org>
- <http://www.medobs.org>

Bertrand Hervieu
Secrétaire général du CIHEAM

LES CONTRIBUTEURS



Direction : Bertrand HERVIEU, secrétaire général du CIHEAM.

Coordination : Mahmoud ALLAYA, CIHEAM-IAM Montpellier, France.

Auteurs :

Akka AIT EL MEKKI, Département Économie rurale, ENA Meknes, Maroc.

Luis Miguel ALBISU, Unidad economía agroalimentaria, CITA, Gobierno de Aragon, Espagne.

Julien FRAYSSIGNES, UMR Dynamiques rurales, ENSA Toulouse, France.

Jean-Louis MAUBOIS, INRA Rennes, France.

Samir MILL, Consejo superior de investigaciones científicas, Madrid, Espagne.

Daniele RAMA, Osservatorio sul mercato dei prodotti lattiero-caseari, Cremona, Italie.

Jean-Louis RASTOIN, UMR Moisa, Agro Montpellier, France.

Gabrielle RUCHETON, CIHEAM-IAM Montpellier, France.

Mercedes SANCHEZ, Universidad publica de Navarra, Pamplona, Espagne.

Ana Isabel SANJUAN, Unidad economía agroalimentaria, CITA, Gobierno de Aragon, Espagne.

Lokman ZAIBET, École supérieure d'agriculture de Mograne, Tunisie.

Traduction du français à l'anglais : Carolyn G. LOANE.

Traduction de l'anglais au français : Thérèse ZAREMBA-MARTIN.

Cartographie : Patrice MITRANO, Atelier de cartographie de Sciences Po, Paris.

Compilation : Isabelle FERRIER.

ABRÉVIATIONS ET sigles

AB	agriculture biologique
ACE	Angiotensin Converting Enzyme
ADN	acide désoxyribonucléique
ADPIC	Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AESA	Agence espagnole de sécurité alimentaire
AFNOR	Association française de normalisation
AFSSA	Agence française de sécurité sanitaire des aliments
AGEA	Agence du ministère de l'Agriculture (Italie)
AIMA	Agence du ministère de l'Agriculture (Italie), rebaptisée AGEA
ALF	autres laits fermentés
AMM	procédure d'autorisation de mise sur le marché
AOC	appellation d'origine contrôlée (France)
AOP	appellation d'origine protégée (UE)
AQSA	Agência para a qualidade e segurança alimentar
ARC	agents de relation culture (France)
BPF	bonnes pratiques de fabrication
BPREA	brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole (France)
BRC	British Retail Consortium
BTS	brevet de technicien supérieur
C3R	Centre de ressources du rayon de Roquefort (France)
CA	chiffre d'affaires
CAD	contrat d'agriculture durable
CCA	Commission du <i>Codex alimentarius</i>
CIES	Comité international d'entreprises à succursales (Belgique)
CIFRE	Convention industrielle de formation par la recherche
CLA	<i>Conjugated Linoleic Acid</i> (acides gras)
CLML	Centrale laitière Maroc lait
CMP	fragment de la caséine κ
CNA	Conseil national de l'alimentation (France)
CNAOL	Conseil national des appellations d'origine laitières
CNBL	Comité national de la brebis laitière (France)
CNIEL	Centre national interprofessionnel de l'économie laitière
CNSA	Comitato nazionale per la sicurezza alimentare
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

CREDOC	Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie
CS	certification de spécialisation (France)
CTAA	Centre technique de l'agroalimentaire (Tunisie)
CTC	Commission technique consultative (Tunisie)
CTE	contrat territorial d'exploitation
DG	direction générale
DGCCRF	direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes
dh	dirham (Maroc)
DIRCE	Direction centrale des entreprises (Espagne)
DO	dénomination d'origine
DOP	dénomination d'origine protégée (Italie)
DT	dinar tunisien
EARL	formes d'exploitation laitières sociétales (France)
ECHI	<i>European Community Health Indicators</i>
EFET	Hellenic Food Authority
EFSA	European Food Safety Authority
ELF	équivalent litre de lait frais
ESB	encéphalopathie spongiforme bovine
FAO	Food and Agricultural Organisation
FCD	Fédération du commerce et de la distribution
FDA	Food an Drug Administration (USA)
FEGA	Fonds espagnol de garantie agricole
FENIL	Fédération espagnole des industries laitières
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FMI	Fonds monétaire international
FMN	Firmes multinationales
FODEC	Fonds de développement de la compétitivité (Tunisie)
FOS	fructo-oligo-saccharides
FSIR	Fédération régionale des syndicats d'éleveurs de brebis (France)
GAEC	Groupement d'agriculteurs exploitant en commun (France)
GAP	<i>Good Agricultural Practices</i>
GFSI	Global Food Safety Initiative
GOS	galacto-oligo-saccharides
GPC	guide de pratiques correctes (Espagne)
HACCP	<i>Hazard Analysis and Control of Critical Points</i>
IAA	industries agroalimentaires
IAV Hassan-II	Institut agronomique et vétérinaire Hassan-II, Rabat (Maroc)
ICEX	Instituto espanol de comercio exterior

IFOAM	International Federation of Organic Agriculture Movements
IFS	International Food Standard
IG	indications géographiques
IGP	indication géographique protégée
IMC	indice de masse corporelle
INAO	Institut national d'appellations d'origine (France)
INE	Institut national de statistiques (Espagne)
INNTA	Institut national de nutrition et de technologie alimentaire (Tunisie)
INORPI	Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle
INRA	Institut national de la recherche agronomique (France)
INRAT	Institut national de la recherche agronomique de Tunis (Tunisie)
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques (France)
IP	indication de provenance
IRI	International Research Institute
ISMEA	Instituto di servizi per il mercato agricolo alimentare (Italie)
ISO	International Standard Organization
ISTAT	Istituto nazionale di statistica (Italie)
ITP	investissement technique à caractère prioritaire (Tunisie)
JORT	<i>Journal officiel</i> (Tunisie)
LMR	limites maxima de résidus
LPL	lait et produits laitiers
MAPA	ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentacion (Espagne) ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Espagne)
MBP	<i>Milk Basic Proteins</i>
MCA	modèle de consommation alimentaire
MCA	modèle alimentaire crétois
MCJ	maladie de Creutzfeldt-Jacob
MD	Millénaire pour le développement
MDD	marques de distributeur
MF	microfiltration sur membrane (France)
MOA	maladies d'origine alimentaire
MSA	Malta Standards Authority
MZCP	Mediterranean Zoonoses Control Programm (OMS Athènes)
NIZO	désignation de l'institut néerlandais de recherches laitières
NM	norme marocaine
NT	normes tunisiennes
OGM	organisme génétiquement modifié
OIE	Office international des épizooties
OMC	Organisation mondiale du commerce

OMS	Organisation mondiale de la santé
ONA	Omnium nord-africain (Maroc)
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
ORIGIN	Organization for an International Geographical Indications Network (OMC/UE)
ORMVA	Office de mise en valeur agricole (Maroc)
OT	office de tourisme
PAC	politique agricole commune
PET	polyéthylène téréphtalate
PIB	produit intérieur brut
PME	petite et moyenne entreprise
PMI	Programme de modernisation industrielle (UE)
PMN	Programme de mise à niveau (OMC)
PNAN	Programme national d'alimentation et de nutrition (Tunisie)
PNNS	Programme national de nutrition et santé (France)
PNQ	Programme de promotion de la qualité (Tunisie)
PP	prix perçus par les producteurs
PSEM	pays du sud et de l'est de la Méditerranée
PV	procès-verbaux
PVD	pays en voie de développement
RECAN	Réseau comptable agraire national (Espagne)
RFID	<i>Radio Frequency Identification</i>
RGA	recensement général agricole
SAU	surface agricole utile
SFPS	Special Programme on Food Security (FAO)
SMA	Sommet mondial de l'alimentation
SNIMA	Service de normalisation industrielle marocaine
SOFI	The State of Food Insecurity in the World
SOIQ	signes officiels d'identification de la qualité
SOQ	signes officiels de qualité
SPS	mesures sanitaires et phytosanitaires (FAO-OMS)
STG	spécialité traditionnelle garantie
TAR	tribunal administratif régional (Italie)
TB	teneurs en matière grasse
TBT	Accord sur les obstacles techniques au commerce (OMC)
TP	teneurs en protéines
TPE	très petites entreprises
TRIPS	Accords sur les droits de propriété intellectuelle (OMC)
TS	<i>Technical Specification</i> (spécification technique)

UB	unité de bétail
UE	Union européenne
UFC	unités formant colonies (mesure du nombre de bactéries par millilitre de lait)
UGBQ	unité de gestion du programme (Tunisie)
UHT	Ultra-haute température
USDA	United States Department of Agriculture
UTA	main-d'œuvre
VAB	valeur ajoutée brute
VAN	valeur ajoutée nette
VIH	virus de l'immunodéficience humaine
VP	valeur de la production



INTRODUCTION



En 2002, l'insécurité alimentaire concernait 11,2 millions de personnes dans 14 des 22 pays méditerranéens, soit 4 % de la population de ces pays ; les maladies d'origine alimentaire ont causé la mort de 1,8 million de personnes, soit 54 % de la mortalité totale. Si la sous-alimentation apparaît comme beaucoup plus faible dans la zone méditerranéenne (4 %) que dans les autres régions en développement (14 %), les pathologies liées à l'alimentation sont au contraire plus importantes dans le bassin méditerranéen (54 %) que dans l'ensemble du monde (40 %). Ce constat constitue un paradoxe quand on sait que l'un des modèles de consommation alimentaire recommandé par les nutritionnistes serait originaire du Bassin méditerranéen (modèle crétois traditionnel).

Aujourd'hui, les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par les questions de santé et d'alimentation et cela se traduit par la demande de produits alimentaires sûrs et de qualité. Les crises alimentaires, particulièrement dans les années 1990, ont mis en avant l'importance de la sécurité sanitaire des aliments et ont conduit les autorités à réagir en actualisant les règlements de la législation alimentaire et en imposant des normes plus strictes concernant la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. Les dispositifs publics de protection des consommateurs sont renforcés conformément aux principes de précaution et de traçabilité. Le principe de précaution soulève les questions du coût de la mesure et de la responsabilité : précaution signifie évaluation du risque et contrôles (qui nécessitent l'engagement de dépenses) et, le cas échéant, entrave au libre échange de marchandises (contraire aux dispositions européennes et de l'OMC et pénalisatrice pour certains agents économiques). À propos de l'identification du risque, il existe un débat sur la « charge de la preuve » de l'innocuité du produit. Cependant, le principe de précaution relève de la *res publica* et engage donc la responsabilité des États.

La sécurité alimentaire représente des enjeux économiques et politiques considérables. En Europe, le marché des produits alimentaires était proche de 830 milliards d'euros en 2005 et absorbait de 12 à 25 % du budget des ménages selon les pays. Les normes relatives à la sécurité alimentaire constituent dès lors un enjeu de gouvernance pour les pouvoirs publics comme pour l'ensemble des entreprises du système alimentaire. Une co-régulation entre les secteurs publics et privés est nécessaire pour mettre en place une organisation efficace et atteindre les objectifs visés en matière de sécurité alimentaire.

L'amélioration des capacités de transport, la libéralisation des échanges et la mondialisation offrent aux consommateurs un plus grand choix de produits alimentaires venant de nombreuses origines géographiques, et renforcent la concurrence entre les fournisseurs de ces produits. Si les consommateurs deviennent de plus en plus exigeants quant